



Sommaire

LE ZOOM ECONOMIQUE	2
Situation économique et financière de la Turquie.....	2
Évolutions de la balance des paiements de la Turquie depuis 2009 et perspectives à court terme.....	3
Quel impact de la hausse du coût du travail sur la compétitivité de la production turque ?	6
Programme annuel de la Présidence turque : quelles orientations économiques pour l'année 2021 ?	8
Le Fonds souverain turc (TVF), un outil au service des objectifs de l'Exécutif.....	9
Haut-Karabakh : enjeux économiques de la reconstruction	10
Présentation de l'Azerbaïdjan Investment Holding (AIH), chargé d'améliorer la gestion des entreprises publiques azerbaïdjanaises .	11
STRATEGIES SECTORIELLES	12
Le marché pharmaceutique turc.....	12
La crise du lait en Turquie : conséquences potentielles pour l'ensemble du secteur de l'élevage.....	14
Le secteur de l'électricité en Géorgie.....	15
ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI	17
CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE	18
CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN	19

EDITORIAL

En ce début d'année 2021, la Turquie oscille entre espoirs et incertitudes. L'activité économique a fortement redémarré au second semestre de l'année 2020, les déficits publics ralentissent, l'investissement productif reprend et une prise de conscience sur la nécessité de mener une politique économique plus orthodoxe semble se confirmer. La nouvelle équipe de gouvernance économique a une image positive et a pris un ensemble de mesures en matière de conduite de la politique monétaire de nature à regagner la confiance des marchés (p. 2) et à alléger la pression sur la balance des paiements (p. 3) et le change. L'enjeu, pour l'économie turque, est de créer les conditions qui permettront le retour des capitaux de qualité à long terme alors que les comptes courants resteront sous pression en 2021 (incertitudes sur la reprise du tourisme et des exportations notamment) et que des échéances importantes de dettes extérieures sont attendues à la fin du premier trimestre.

Si la Turquie ne devrait pas avoir de difficulté à se refinancer à court terme (mais à un coût certainement élevé), une stratégie de «petits pas», alors que les stimuli budgétaires et monétaires sont fortement réduits, sera insuffisante pour permettre à l'économie d'améliorer durablement ses comptes publics et d'approcher son potentiel de croissance dans un contexte d'inquiétudes sur l'état du tissu économique en sortie de crise ainsi que sur la situation très dégradée du marché de l'emploi. Or, les réformes judiciaires et économiques annoncées pour améliorer l'environnement des affaires et améliorer la compétitivité (p. 6) se font toujours attendre.

Sur le front international, le Président Erdoğan a déclaré vouloir « ouvrir une nouvelle page avec les États-Unis et l'Europe sur les différents vécus avec ces pays ». Certes, la Turquie a échappé, à ce stade, à de lourdes sanctions européennes et américaines, mais la route n'est pas encore complètement dégagée avec notamment le procès Halkbank qui débutera le 1^{er} mars 2021 ou le nouveau Conseil Européen du mois de mars qui évaluera la situation en Méditerranée orientale.

En Azerbaïdjan, la reconstruction des territoires reconquis à l'issue de la guerre dans le Haut Karabach sera un chantier prioritaire pour les autorités en 2021 (p. 10), lesquelles devront mobiliser des financements importants. Le pays pourra néanmoins bénéficier d'une croissance des ventes de gaz naturel avec la mise en service du corridor gazier Sud vers le marché européen. Dans le même temps, le gouvernement entend poursuivre le processus de réforme du modèle économique azerbaïdjanais, mis à mal en 2020 par l'effondrement du cours du pétrole brut et les restrictions sanitaires.

Les élections parlementaires de novembre ont permis la reconduction du parti Rêve Géorgien tout à la fois conforté par les urnes et contesté par une opposition qui continue de dénoncer des fraudes massives. Pour autant, la Géorgie entamera l'année 2021 dans une situation économique difficile : les restrictions sanitaires successives et le contexte mondial ont mis à terre l'économie touristique. Les priorités du gouvernement, reconduit quasiment à l'identique, seront pour 2021 le maintien des investissements dans les infrastructures et la poursuite des réformes structurelles. Si le soutien des bailleurs internationaux est pour l'instant acquis, les défis à relever sont néanmoins importants pour permettre au pays de continuer à apparaître comme le bon élève du sud Caucase.

Daniel GALLISSAIRES,

Chef du Service économique régional d'Ankara



LE ZOOM ECONOMIQUE

Situation économique et financière de la Turquie

L'aggravation des vulnérabilités traditionnelles de l'économie turque a incité l'Exécutif à mettre un coup d'arrêt aux mesures réglementaires, budgétaires et monétaires très expansionnistes mises en œuvre pour pallier les conséquences financières de la crise sanitaire. La nomination d'un nouveau Gouverneur à la tête de l'Institut d'émission et d'un nouveau ministre des Finances, tous deux réputés pour leur conception plus orthodoxe des enjeux économiques, sont les éléments les plus visibles de ce virage stratégique. Les premières décisions ont contribué à stabiliser les principaux indicateurs de stress du pays, et plus particulièrement le taux de change.

Les mesures conduites pour pallier les effets de la crise ont eu un impact sensible sur l'activité

Grâce aux mesures budgétaires, monétaires et réglementaires très expansionnistes la relance de l'activité a été plus vive qu'anticipé. En premier lieu, dépassant les attentes du marché, le PIB a progressé de 6,7% au 3^{ème} trimestre 2020 en g.a après une chute de 9,9% le trimestre précédent. Cette progression est tirée par la relance de la consommation et, pour la première fois depuis le 3^{ème} trimestre 2018, par une forte reprise de l'investissement privé, ce qui est de bon augure pour la robustesse de la croissance économique durant les mois à venir. Ainsi, alors que les économistes estimaient qu'une contraction de l'activité était inévitable sur l'ensemble de l'année 2020, telle n'est plus le cas maintenant : la croissance du PIB devrait être proche de 0 cette année et la perspective d'une croissance positive, avancée par le ministre des Finances lors de la présentation du NEP 2021-2023 à la fin du mois de septembre dernier, et à laquelle la plupart des économistes accordaient peu de crédit, gagne en crédibilité. En second lieu, la plupart des indicateurs avancés montrent que cette relance devrait se prolonger au cours des trimestres à venir. Le rythme de progression de la production industrielle (+10 % en g.a au mois d'octobre 2020) est au plus haut depuis deux ans, le taux d'utilisation des facteurs de production a pratiquement retrouvé son niveau d'avant crise et l'indice PMI (51,4 au mois de novembre) est toujours fermement ancré au-dessus du seuil reflétant une croissance du PIB à venir.

La forte reprise de l'activité économique améliore également l'image des comptes publics. Ainsi, sous

l'effet de rentrées fiscales meilleures que prévues (+21% sur les 10 premiers mois de l'année en g.a), le déficit budgétaire sur 12 mois glissants, lequel n'avait cessé de se creuser, atteignant 194 mds TRY au mois de juillet 2020, commence à se résorber : il atteint désormais 168 Mds TRY sur 12 mois glissants et se montait à 4% du PIB sur les trois premiers trimestres de l'année 2020. Grâce à l'amélioration des recettes budgétaires et la perspective d'une croissance du PIB proche de 0%, le déficit public pourrait atteindre 3,5% du PIB alors que l'ancien ministre des Finances envisageait un déficit public équivalent à 4,9% du PIB sur l'ensemble de l'année 2020. Dans le même ordre d'idées, avec des perspectives de croissance revues à la hausse, les ratios de dette publique et de dette externe devraient également être plus flatteurs que ceux enregistrés à la fin premier semestre 2020 (respectivement 39,4% et 56,8% du PIB).

L'aggravation des vulnérabilités externes a contraint l'Exécutif à infléchir sensiblement ses politiques économiques

Les politiques expansionnistes ont également accru les fragilités structurelles de l'économie turque. Le creusement du déficit courant (-31 Mds USD sur les 10 premiers mois de l'année 2020 contre un solde positif de 11 Mds USD sur les 10 premiers mois de l'année 2019), lié notamment à la politique monétaire contra-cyclique menée (hausse des importations avec la stimulation de la distribution des crédits et baisse des exportations due à la baisse de la demande mondiale) et la diminution structurelle des financements de ce déficit (baisse des IDE de près de 30% et désinvestissements de portefeuilles évalués à 12,4 Mds USD sur les 10 premiers mois de l'année 2020) pèsent sur les réserves de la Banque centrale. Et ce, d'autant plus que la méfiance des agents économiques envers leurs Institutions (notamment la Banque centrale) n'a cessé de croître, les incitant à convertir leurs avoirs en devises : le taux de dollarisation des dépôts n'a cessé de progresser pour atteindre son zénith au début du mois de septembre à 53,5%, un niveau proche de celui enregistré lors du pic de volatilité observée lorsque le Président Erdoğan avait annulé les élections municipales à Istanbul au mois de mai 2019. In fine, les ventes de devises, qui peuvent être estimées à 106 Mds USD depuis le début de l'année, n'ont pas permis de freiner la dépréciation de la monnaie locale (-29% depuis le début de l'année) et ont dangereusement affaibli le niveau des réserves de change, lesquelles peuvent être évaluées, en brut, à -19 Mds USD une fois déduits le montant des swaps de change conclu avec les banques commerciales qui les financent en partie.

L'incapacité, et l'absence de volonté de défendre la valeur de la monnaie, a alimenté la défiance des investisseurs internationaux. Depuis le début de l'année, les primes de risque ont augmenté significativement. Ainsi, les primes de CDS étaient encore supérieures à 500 pdb au début du mois de novembre, rejetant la Turquie en queue de classement parmi les pays assortis d'une cote de crédit comparable, une cote que l'agence Moody's a de nouveau abaissé à B2, reléguant la dette de la Turquie toujours plus loin dans la catégorie « très spéculative ». Dans le même ordre d'idées, le coût de refinancement de la dette en USD de la Turquie a doublé entre l'émission réalisée au mois de février (UST +300 pdb) et celle proposée aux investisseurs au mois d'octobre (UST+ 600 pdb). Même si l'abondance des liquidités internationales permet de refinancer la dette externe, l'augmentation de son coût pèse sur le budget de l'État, réduisant ainsi les marges de manœuvre financière de ce dernier.

Confronté à la réalité des marchés, et semblant brusquement découvrir l'ampleur des difficultés, le Président Erdoğan a brusquement changé d'équipe pour diriger l'économie du pays. En limogeant le Gouverneur de la Banque centrale, en acceptant la démission de son gendre, le ministre des Finances, et en nommant à leur place des personnalités bénéficiant d'une image de technocrate et animés par des convictions orthodoxes dans le domaine économique, le Président de la République ne s'est pas contenté de donner un signal positif au marché mais imprime certainement un virage à 180 degrés à sa politique économique, même si cette dernière va à l'encontre de ses convictions profondes.

Les premières mesures du Gouverneur Agbal ont contribué à enrayer l'hémorragie. Plus que le resserrement effectif de la politique monétaire (hausse de 475 pdb – de 11,25% à 15% - du principal taux directeur le 24 novembre, suivi d'une nouvelle hausse de 200 pdb le 24 décembre), c'est le message envoyé au marché qui a porté, le Gouverneur décidant d'abandonner les souplesses offertes par le recours aux deux corridors de taux afin de moduler la politique monétaire en fonction des urgences du moment, sans le signaler officiellement au risque de provoquer l'ire présidentielle. La publication du nouveau texte sur la mise en œuvre de la politique monétaire en 2021 confirme cette nouvelle orientation renforçant la crédibilité, la transparence et la prévisibilité de la politique monétaire. Dans le même temps, l'abandon du ratio d'actifs (mis en œuvre au printemps dernier pour accélérer, notamment, la distribution du crédit) et

les modifications apportées aux modalités de constitution des réserves obligatoires, relâchaient la pression sur les banques, contraintes d'accélérer jusque-là la distribution de crédits.

Les marchés soutiennent, pour le moment, la nouvelle dyarchie en charge de la conduite des affaires économiques (les primes de CDS sont passées de plus de 500 pdb à 360 pdb tandis que la monnaie locale reprenait près de 8% par rapport à l'Euro en un mois) à mener une politique monétaire visant à maîtriser la dérive des prix, alors que cette dernière accélère brutalement depuis le mois de septembre (l'indice CPI a progressé de 14,03% et l'indice PPI de 23,11% au mois de novembre, en g.a).

La nouvelle équipe est créditée d'une image favorable auprès des investisseurs. Cela étant, maintes fois déçue dans le passé, le retour de la confiance sera lent et nécessitera des décisions constantes et crédibles. Formuler des prévisions pour l'année 2021 est d'autant plus délicat qu'elles dépendent non seulement de variables internes (développements de la crise sanitaire) qu'externes (reprise de la demande mondiale, du tourisme et des investissements productifs) mais aussi de la volonté réelle de mener une politique soulageant les déséquilibres structurels de l'économie turque. Dans ce contexte, une croissance d'environ 4% assortie d'une inflation d'environ 10% peut être retenue comme scénario de base, entouré de marges d'incertitudes très élevées : la politique monétaire effectivement conduite, et les réformes structurelles éventuellement menées ayant un impact significatifs sur ces prévisions.

Évolutions de la balance des paiements de la Turquie depuis 2009 et perspectives à court terme

Les politiques budgétaires, monétaires et réglementaires très expansionnistes mises en œuvre par l'Exécutif afin de pallier l'impact économique de la crise sanitaire ont de nouveau creusé le déficit courant, principal talon d'Achille structurel de l'économie de la Turquie. Or, la récession économique mondiale et la méfiance des investisseurs ont également un impact négatif sur les sources traditionnelles du financement de ce déficit. In fine, cette situation fait peser un risque significatif et croissant sur les réserves de changes de la Banque centrale, alimentant ainsi une défiance vis-à-vis de la valeur de la monnaie locale et de la capacité de l'Institut d'émission à la défendre. Dès lors, la réduction du déficit courant, un des principaux objectifs du « New Economy Program » 2021-2023, demeure une priorité

de l'Exécutif même si la mise en œuvre des réformes structurelles pour y parvenir marque le pas.

A l'exception de l'année 2019, la balance des transactions courantes est structurellement déficitaire

Le déficit structurel du compte courant résulte principalement du solde négatif des échanges de biens. Ce dernier représente en moyenne 4,3% du PIB par an durant la dernière décennie et atteint son zénith en 2011 : -89 Mds USD (soit 10,7% du PIB). Il résulte d'un rythme de progression des importations structurellement supérieur à celui des exportations (respectivement 7% vs 5,9% par an en moyenne entre 2010 et 2018), une situation qui est en partie due à la stratégie de développement de la Turquie mise en œuvre, notamment, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Erdoğan et qui privilégie la croissance de la consommation privée financée par le recours au crédit ainsi que la construction de nombreux projets d'infrastructures et immobiliers à usage commercial et résidentiel.

Ce déficit des échanges commerciaux n'est qu'en partie compensé par l'excédent structurel du solde des échanges de services (équivalent à 3,2% du PIB par an en moyenne entre 2009 et 2019), largement dominé par les revenus des activités touristiques (transports de passagers - grâce à la compagnie Turkish Airlines ainsi qu'à la position de hub du pays -, et accueil de touristes - la Turquie étant le 6^{ème} pays le plus visité au monde en 2018).

En 2019, l'excédent exceptionnel du compte des transactions courantes (8,6 Mds USD, soit 1,1% du PIB) a été causé par l'impact de la récession de la fin de l'année 2018 sur la consommation privée et, in fine, par la baisse des importations (-21 Mds USD par rapport à l'année précédente) alors que les exportations progressaient de 4 Mds USD. En second lieu, la Turquie a enregistré l'excédent du solde des échanges de services le plus élevé de son histoire (37 Mds USD, soit 4,9% du PIB), lié à une fréquentation touristique en forte hausse : 45 M de touristes ont séjourné en Turquie (+14% en g.a) et ont dépensé 29 Mds USD (+19% en g.a).

Le déficit du solde des revenus primaires constitue également une composante structurellement croissante du déficit du compte courant. Il a pratiquement doublé en 10 ans, représentant en moyenne 1,1% du PIB annuel. Le déficit des revenus primaires est creusé, d'une part, par les revenus des investissements rapatriés à l'étranger (11,5 Mds USD en 2019, principalement des revenus d'intérêts

d'investissements de portefeuille) ainsi que par les intérêts payés sur la dette externe du pays (8,1 Mds USD en 2019) et, d'autre part, par le solde des rémunérations des employés, négatif depuis 2014 (-0,2% du PIB en 2019, soit son plus bas niveau historique). Enfin, le solde des revenus secondaires diminue structurellement depuis 10 ans, tiré principalement par la baisse des transferts des travailleurs émigrés.

Les entrées nettes de capitaux, qui finançaient le déficit courant, sont en forte diminution ces deux dernières années

Les investissements directs en Turquie (en moyenne 1,5% du PIB par an sur la dernière décennie) ont atteint en 2019 leur plus faible niveau depuis au moins 10 ans. Alors que les investissements turcs à l'étranger sont relativement stables en valeur absolue (3,3 Mds USD par an en moyenne depuis 2009), les investissements étrangers (12,8 Mds USD par an en moyenne sur la dernière décennie) diminuent structurellement : ils se montaient à 19,3 Mds USD en 2015, soit 2,2% du PIB, et ne représentaient plus que 9 Mds USD en 2019, soit 1,2% du PIB. Cette diminution reflète probablement une méfiance accrue des investisseurs étrangers face à la recrudescence des risques politiques, géopolitiques et économiques de la Turquie ainsi qu'une diminution de la rentabilité espérée des investissements projetés. La baisse des investissements des non-résidents pourrait ainsi avoir un impact négatif sur le rythme de la croissance du PIB turc dans les années à venir et ce d'autant plus que la part des investissements productifs diminue également très significativement. En effet, en 2019, les achats de biens immobiliers représentaient 55% des investissements des non-résidents en Turquie contre seulement 21% 10 ans plus tôt. In fine, le solde des investissements directs a atteint son niveau le plus bas en 2019 (6,1 Mds USD, soit 0,8% du PIB) et, de ce fait, contribue de moins en moins au financement du déficit courant.

Les investissements de portefeuille présentent une forte volatilité. De 2009 à 2014, l'excédent du solde des revenus d'investissements de portefeuille (jusqu'à 41 Mds USD en 2012) a été porté, en premier lieu, par le niveau élevé des achats de titres de dettes par les non-résidents (en moyenne 18 Mds USD par an) dans un contexte de stabilité macroéconomique et, en second lieu, par les cessions nettes records de titres étrangers par les banques locales enregistrées entre 2011 et 2013 (en moyenne 2,6 Mds USD par an), permettant ainsi le financement du déficit des comptes courants (55,9 Mds USD en 2013). Depuis, la Turquie est confrontée à une

forte volatilité des investissements de portefeuille, avec des épisodes de retrait des investisseurs non-résidents (« sudden stop »), principalement liés à la conjoncture financière internationale. En 2015, dans le sillage de la crise en Chine et d'un mouvement de « fly to quality », les non-résidents ont vendu 9,2 Mds USD de titres turcs, contribuant ainsi aux désinvestissements de portefeuille (15,3 Mds USD cette année-là) et entraînant, in fine, une baisse de 11,8 Mds USD des réserves de change du pays. Après deux années marquées par le retour des investissements de portefeuille (principalement portés par les acquisitions nettes de titres de dette souveraine par les non-résidents, s'élevant à 21 Mds USD en 2017), l'année 2018 a de nouveau été marquée par un épisode de « sudden stop » dû au resserrement de la politique monétaire américaine qui a de nouveau entraîné une aversion au risque à l'égard des pays émergents. Dans le cas de la Turquie, cette défiance a été amplifiée par la crise diplomatique avec les Etats-Unis et la récession de la fin de l'année 2018 : les désinvestissements de portefeuille ont atteint 3,1 Mds USD et l'excédent du compte financier a enregistré son plus bas niveau depuis au moins 10 ans (526 M USD). En 2019, les investissements de portefeuille sont demeurés faibles (1,3 Mds USD), en raison du niveau élevé des ventes nettes de titres étrangers par les résidents (principalement les banques, 3 Mds USD) et la faiblesse des investissements étrangers dans un contexte économique toujours dégradé.

Les autres investissements, qui représentent une part majoritaire des flux financiers avec l'étranger, diminuent. Les revenus tirés du numéraire et des dépôts, qui composent l'essentiel des autres investissements, s'élevaient en moyenne à 11,9 Mds USD par an jusqu'en 2014, tirés, premièrement, par la vigueur des dépôts des banques étrangères auprès des établissements turcs et, ensuite, par la baisse continue des dépôts des banques turques auprès de leurs correspondants étrangers. Cela étant, depuis 2015, la contribution des dépôts aux entrées nettes de capitaux est négative en raison de la hausse des dépôts des banques locales auprès d'établissements étrangers (principalement en devises). Ainsi, depuis 2015, les entrées nettes de capitaux tirées des autres investissements sont fortement volatiles mais demeurent soutenues par les crédits commerciaux et avances (5,2 Mds USD revenus en moyenne depuis 2015, tirés de l'octroi et de l'obtention de crédits par des fournisseurs à des acheteurs dans le cadre d'opérations sur biens et services) et, dans une moindre mesure, par les opérations de prêts et emprunts des banques turques vis-à-vis de l'étranger.

En 2020, des comptes courants de nouveau négatifs et d'importantes sorties nettes de capitaux pèseront sur les réserves de la Banque centrale

L'année 2020 s'achèvera sur un important déficit courant alimenté par le creusement du déficit commercial, la contraction du solde de la balance des services et des sorties nettes de capitaux élevées. Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le déficit du solde des transactions courantes s'élève déjà à 28 Mds USD tiré, d'abord, par l'augmentation du déficit commercial (-29 Mds USD) liée à des politiques monétaires et budgétaires très accommodantes ayant relancé les importations alors que les exportations ont diminué (-15 Mds USD en g.a) avec la baisse de la demande mondiale et, ensuite, par la contraction de l'excédent des échanges de services (qui atteindra son plus bas historique à la fin de l'année) liée à la baisse des revenus du tourisme (lesquels devraient diminuer de 70%, soit -26 Mds USD, en 2020). Par ailleurs, les sorties nettes de capitaux ont atteint un niveau élevé (4,5 Mds USD) dû aux désinvestissements de portefeuille (14,9 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année 2020) alimentés par la méfiance des investisseurs à l'égard du risque turc dans un contexte de tensions internationales, de crise sanitaire et de dépréciation de la monnaie, laquelle pèse sur la rentabilité des investissements des actifs turcs. En outre, le compte « erreurs et omissions » a d'ores et déjà atteint -10,1 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année 2020, soit un niveau supérieur d'environ 60% au niveau enregistré à la même période de l'année passée, reflétant probablement le niveau particulièrement élevé des sorties de capitaux cachées ainsi que le caractère imprécis de certaines des données de la balance des paiements.

In fine, la dégradation des soldes de la balance des paiements a un impact négatif sensible sur les réserves de change et sur la position extérieure du pays. Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, les réserves de change brutes ont diminué de 42,6 Mds USD, soit une baisse sensiblement égale aux réserves accumulées depuis 2006. Considérées comme faibles quelle que soit la mesure utilisée (elles représentent, par exemple, quatre mois d'importations à la fin du mois d'août 2020), elles le sont d'autant plus qu'elles sont en grande partie financées via des swaps conclus avec les banques commerciales (61,3 Mds USD au mois d'octobre 2020 contre 1 Md USD au mois de janvier 2019) et qu'environ la moitié du montant des réserves brutes est constituée de stocks d'or, plus difficilement mobilisables, étant en grande partie entreposés sur le sol national. Dans ce contexte, la capacité de la Banque centrale à défendre

sa monnaie est sujette à caution alors que les ventes de devises réalisées depuis le début de l'année (100 Mds USD sur les dix premiers mois de l'année) n'ont pas empêché une dépréciation de la monnaie de 30% et 38% face au dollar et à l'euro respectivement. Par ailleurs, les mauvaises performances reflétées par la détérioration de la balance des paiements dégradent la position extérieure nette de la Turquie, laquelle est passée de -345 Mds en 2019 à -368 Mds USD au T3 2020 et devrait atteindre son plus bas historique à la fin de l'année.

Après une année 2019 marquée par un excédent inédit du compte courant, l'année 2020 s'achèvera de nouveau sur un creusement significatif du déficit courant. Face à la raréfaction des sources externes de financement (liée à l'atonie des IDE, qui pourrait durer en raison de la crise sanitaire, et à la volatilité des investissements de portefeuille) sur lesquelles la capacité d'action de l'État est très limitée, l'Exécutif se doit d'agir sur la consolidation du compte courant. A ce titre, le NEP (2021-2023), qui vise à atteindre l'excédent du solde des transactions courantes d'ici 2023, prévoit la hausse de l'intégration du pays aux chaînes de valeur mondiales pour augmenter les exportations, le développement de la production nationale pour substituer les biens et services produits localement à ceux importés, la réduction de la facture énergétique ainsi que la promotion de la Turquie comme destination touristique à l'année pour accroître les revenus tirés du tourisme, qui se concentrent habituellement sur l'été. Cela étant, les réformes structurelles annoncées lors des NEP précédents pour changer le modèle de développement économique du pays n'ont, pour l'essentiel, pas encore été mises en œuvre. Elles demeurent néanmoins indispensables pour équilibrer les comptes courants et éviter d'exercer une pression accrue sur les réserves de changes dans un contexte d'aggravation des vulnérabilités externes liée à la dépréciation de la monnaie et à un endettement externe élevé.

Quel impact de la hausse du coût du travail sur la compétitivité de la production turque ?

Quasiment indexé sur la dérive des prix, le coût du travail a sensiblement augmenté ces dernières années, dégradant la compétitivité des productions locales. Si la dépréciation de la monnaie locale permet de compenser le renchérissement des produits locaux sur le court terme, l'Exécutif souhaite en renforcer la valeur ajoutée afin d'accroître la valeur des exportations et substituer des produits locaux aux biens importés. Cela

étant, cette stratégie, de nouveau confirmée dans le Nouveau Plan Économique 2021-2023, peine à se concrétiser.

Le coût du travail augmente et pèse sur la compétitivité des productions locales

La progression des salaires en Turquie est principalement liée à des facteurs politiques et économiques

En premier lieu, les rattrapages salariaux suivent très largement l'augmentation du coût de la vie. Ainsi, comme chaque année, la Commission du salaire minimum a entériné une hausse de 15,03% des salaires minimums et de la fonction publique pour l'année 2020, compensant intégralement la baisse du pouvoir d'achat constaté en 2019 (l'indice CPI progressant de 15,2% en moyenne cette année-là). Ces revalorisations annuelles quasi automatiques guident souvent celles consenties par le secteur privé, le cabinet spécialisé Korn Ferry prévoyant ainsi une hausse moyenne de 15% toutes activités confondues. Toutefois, certains secteurs ont accordé des hausses de salaires plus importantes cette année à l'instar du secteur métallurgique qui a concédé, en février, une hausse des rémunérations de près de 25% ou encore le secteur du pneu automobile dont les salariés ont conclu une convention collective au mois de juillet dernier, garantissant une hausse des salaires de 8% supérieure à celle l'inflation. Plus généralement, les clauses d'indexation des salaires sur la dérive des prix sont fréquentes dans les contrats de travail en Turquie et le salaire minimum (qu'un tiers des salariés turcs perçoivent) est même automatiquement revalorisé tous les ans, au minimum au rythme de l'inflation constatée. Le salaire minimum brut mensuel a ainsi progressé de 14,65% par an en moyenne entre 2010 et 2019, passant de 837 TRY en 2011 à 1 647 TRY en 2016 pour s'élever à 2 558 TRY en 2019 et 2 943 TRY en 2020. In fine, l'indice du coût du travail, qui a été multiplié par 1,5 depuis 2015, a augmenté de 20,6% entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2020.

En deuxième lieu, à l'instar de la plupart des pays en voie de développement, les taux de croissance élevés enregistrés durant la dernière décennie (5,9% en moyenne depuis 2010) ont permis d'accroître le niveau de vie de la population et les salaires. L'amélioration des qualifications de la main d'œuvre, les importants flux d'IDE et les investissements productifs ont permis d'accroître la productivité et donc la performance économique de la Turquie : l'Organisation Mondiale du Travail note ainsi une production par travailleur en hausse d'environ 12% entre 2012 et 2016.

Comme dans la plupart des pays en voie de développement, l'avantage-salaire tend à disparaître progressivement avec la croissance : les revalorisations salariales successives ont amélioré le niveau de vie des populations (les salaires ont augmenté de 51% entre 2012 et 2016, soit une hausse réelle de 13%) mais ont également fragilisé les performances et l'attractivité de l'économie turque. Ces revalorisations salariales, dont bénéficient plus largement les « cols bleus », tendent par ailleurs à réduire les écarts de rémunération, ce qui peut également poser des problèmes de management : d'après les données d'Euromonitor, le salaire minimum horaire représentait 44,5% du salaire moyen en 2012, il compte pour 50,9% de celui-ci en 2019.

Outre les salaires, les charges, particulièrement élevées en Turquie, viennent alourdir le coût du travail. Toutefois, la contribution de ces charges à l'alourdissement récent du coût du travail est à relativiser : tout d'abord, elles ont augmenté moins rapidement que le coût salarial : les salaires réels ont progressé de 41% entre le 1^{er} janvier 2018 et le second trimestre 2020 tandis que les charges sur cette période n'ont augmenté que de 28%. D'après l'OCDE, ce montant oscille autour de 7,2% du PIB depuis 2011. De plus, l'épidémie de la Covid-19 et les mesures de sauvegarde ont permis de reporter et d'alléger, au moins temporairement, le coût de ces charges (le gouvernement a décidé d'un report de 6 mois des charges à payer pour le second trimestre 2020).

Depuis 2015, la progression des salaires à un rythme plus rapide que celui de la productivité freine les gains de compétitivité des entreprises

D'un côté, les salaires continuent de progresser à un rythme soutenu : l'indice des revenus horaires (100=2015) est passé de 103,8 à 201,3 entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} janvier 2020, soit une progression annuelle de 18% en moyenne. Parallèlement, depuis 2016, les crises politique, économique et sanitaire ont ralenti le rythme de la croissance, passée de 7,1% en moyenne entre 2011 et 2015 à 2,44% entre 2016 et 2020. Ainsi, les gains de productivité annuels moyens entre 2015 et 2020, qui s'élèvent à 4%, progressent moins vite que les salaires réels, qui gagnent 6,8% en moyenne chaque année.

Le décrochage des gains de productivité par rapport à la progression réelle des salaires dégrade mécaniquement les performances des entreprises. Le poids de la rémunération du facteur travail augmente : ainsi, la rémunération des employés représente plus de 31,3% du PIB en 2019 contre 25% du PIB avant la crise de 2008. Le renchérissement de la main d'œuvre

affecte également la compétitivité des entreprises et leur capacité à exporter : à partir de 2013, les exportations croissent moins vite en Turquie et se réduisent à partir de 2015, passant de 158 Mds USD en 2014 à 142 Mds USD exportés en 2016.

Ce décrochage a été amplifié en 2019 et 2020 en raison des fortes hausses de salaires, plus élevées que la progression de la richesse nationale produite : les revenus réels ont augmenté de 30% depuis le 1^{er} janvier 2019. D'après les données de TurkStat, les activités d'extraction de pierre et de minerais en ont particulièrement souffert (la rémunération horaire réelle progresse de 43% sur les six derniers trimestres), ainsi que les activités de construction et la production manufacturière. Pour ces deux dernières activités, la part de la rémunération du travail dans le PIB sectoriel a progressé d'environ 3 points de pourcentage entre 2018 et 2019, alors que la part de la rémunération des travailleurs sur l'ensemble du PIB n'a progressé que de 1,5 point durant cette période.

La baisse de la valeur de la monnaie locale permet, à court terme, de compenser l'impact de la progression des salaires sur la productivité

La dépréciation du taux de change permet de compenser la perte de compétitivité liée à la progression des salaires

Depuis 2016, grâce à la dépréciation de la monnaie locale, la Turquie exporte davantage : + 10,2% en 2017, +7,7% en 2018 et +2,9% en 2019. En effet, la livre turque a perdu près de 50% de sa valeur entre janvier 2016 et janvier 2020 et l'indice du taux de change effectif réel publié par la Banque centrale est passé de 100,15 en janvier 2016 à 75,78 en janvier 2020 (et 60,66 au mois d'octobre 2020). Cette baisse, encouragée par l'ancien ministre des Finances Albayrak qui louait les vertus d'une livre faible, permet certes de stimuler les exportations mais son effet sur la compétitivité est affaibli par l'impact de l'inflation importée qu'elle contribue à créer. En effet, cette évolution se fait au détriment de l'augmentation du coût des importations, ce qui a un impact négatif sur le coût des productions locales, de nombreuses industries étant encore très dépendantes des intrants. C'est le cas, entre autres, des activités sidérurgiques, de production de matériel électronique, de l'industrie chimique, plastique et automobile dont plus de 30% des consommations intermédiaires proviennent de l'étranger. Les secteurs qui, par nature, sont moins tournés vers l'export, comme la construction, sont également pénalisés. Ce renchérissement des coûts des produits importés est

reflété dans la dérive des prix à la production, le taux d'évolution annuel de l'indice PPI progressant, depuis le mois de septembre, plus rapidement que la dérive des prix à la consommation (18,2% en octobre 2020 pour l'indice PPI et 11,9% pour l'indice CPI).

L'ancien ministre des Finances Albayrak présentait en octobre une nouvelle version du NEP qui impulse d'ambitieux changements structurels de l'économie turque pour les années 2021-2023

L'un des trois piliers vise la « transformation » de la structure productive afin de réduire les déséquilibres extérieurs de la Turquie (résorber le déficit commercial structurel et attirer des flux d'IDE notamment). L'Exécutif cherche ainsi à améliorer l'environnement économique et l'attractivité du territoire ainsi qu'à accroître la valeur ajoutée des productions locales (c'est le cas par exemple du TOIA Program qui favorise, via des aides budgétaires, les activités à forte valeurs ajoutés ou le Producing Cities Program qui participe au financement de l'innovation, des infrastructures de transport et à la formation de la main d'œuvre au niveau local).

Les revalorisations salariales quasi automatiques ont dégradé la compétitivité des produits turcs que la dépréciation de la monnaie a permis de compenser. Cependant, des réformes structurelles, maintes fois annoncées et toujours reportées, sont nécessaires pour restaurer et accroître la compétitivité des produits turcs sur le long terme. Sans celles-ci, souffrant de la concurrence des économies qui nourrissent les mêmes ambitions comme les pays d'Europe de l'Est, la Turquie pourra difficilement tirer pleinement parti de la réorganisation des chaînes de valeurs mondiales.

Programme annuel de la Présidence turque : quelles orientations économiques pour l'année 2021 ?

Dans la lignée du Nouveau Programme Économique 2021-2023 présenté fin septembre par le ministre du Trésor, la Présidence de la République a dévoilé fin octobre ses priorités ainsi que ses objectifs macroéconomiques et sectoriels pour l'année 2021. Ce document, qui met en avant une volonté de l'Exécutif d'améliorer l'environnement des affaires et de favoriser la transformation technologique du pays, n'a pour autant aucun caractère contraignant.

Discipline budgétaire pour consolider des comptes publics fragilisés par la crise sanitaire

L'Exécutif prévoit un resserrement de la politique budgétaire visant à assurer l'équilibre et la soutenabilité des finances publiques. Le programme de la Présidence entend, d'une part, améliorer la transparence et la prévisibilité du système fiscal et, d'autre part, augmenter les recettes fiscales à travers une hausse de la base imposable, un accroissement de la fiscalité directe et un renforcement de la lutte contre l'économie informelle (estimée à environ 30% du PIB). Il prévoit par ailleurs la mise en place de nouvelles incitations afin de mobiliser l'épargne des ménages au financement de l'économie en l'orientant notamment vers des entreprises de secteurs jugés prioritaires (produits chimiques et pharmaceutiques, dispositifs médicaux, automobile, systèmes ferroviaires, électronique, etc.).

L'objectif d'un déficit budgétaire de 4,3% du PIB en 2021 (tel que prévu par le NEP) est néanmoins incertain car cet objectif est construit sur un objectif de croissance de 5,8% en 2021 (tel que prévu par le NEP), tandis que les prévisions des principales institutions financières sont comprises entre 3,9% (OCDE) et 5% (FMI).

« Indigénisation » de la production et valorisation de secteurs à haute valeur ajoutée comme pierre angulaire de la relance des exportations

Le nouveau Comité exécutif sur l'industrialisation (SAIK, présidé par le Président Erdoğan et rassemblant différents ministres – Industrie et Technologie, Trésor et Finances, Commerce, etc.) est au cœur de la stratégie industrielle du gouvernement. Il assurera la coordination de la politique industrielle afin de développer la production manufacturière du pays et ses capacités technologiques. Plus particulièrement, le programme prévoit, comme outil de la politique industrielle, d'accentuer le recours aux marchés publics afin de valoriser les entreprises locales (principalement les PME). Le programme souligne également la nécessité de localiser la production de biens et produits sanitaires et insiste sur l'« indigénisation » de secteurs jugés prioritaires : systèmes ferroviaires, locomotives électriques, industrie de défense. Pour cela, des incitations fiscales visant particulièrement la production de moyenne et haute-technologie seront mises en œuvre pour favoriser les investissements (locaux et étrangers). Il est à noter qu'il n'est pas fait référence à des critères environnementaux, ni au Pacte vert pour l'Europe.

L'Exécutif souhaite simplifier les programmes publics de soutien et les centrer sur les secteurs stratégiques. Le

ministère de l'Industrie et de la Technologie mènera des études d'impact visant à précisément identifier les secteurs stratégiques devant faire l'objet de soutiens financiers publics. L'attention particulière portée, ces dernières années, sur les infrastructures de transports et l'innovation dans les domaines industriels tournés vers l'export sera accentuée, avec l'appui des agences de développement régional et des banques. En outre, le gouvernement poursuivra ses programmes d'investissements sur un mode projet.

La Turquie souhaite renforcer son intégration aux chaînes de valeur mondiales et devenir un pôle industriel régional. L'Exécutif désire diversifier son commerce extérieur en accélérant les négociations relatives à la mise en œuvre d'accords de libre-échange avec le Japon, l'Ukraine et la Thaïlande, tout en renforçant ses relations commerciales avec ses principaux partenaires (UE en tête via la modernisation de l'Union douanière) et son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Cela étant, la volonté du gouvernement de valoriser son industrie pourrait l'amener à adopter des positions davantage protectionnistes (industrialisation par substitution aux importations, préférence locale dans la commande publique, subventions, etc.). Ainsi, en limitant ses importations, la Turquie espère juguler la dérive de son compte courant (1,9% du PIB en 2021) et la dérive des prix (8% en 2021 – contre 12% anticipé par le FMI à la fin de l'année).

Continuité, soutenabilité, qualité et sécurité de l'approvisionnement énergétique

Le programme insiste sur la sécurité énergétique de la Turquie et la diversification des sources d'approvisionnement. Considérant la dépendance du pays aux importations d'énergie, le programme confirme la poursuite des opérations de forage en Méditerranée orientale et souligne que la découverte de gaz naturel en Mer Noire permettra de sécuriser son approvisionnement en énergie. Il prévoit l'achèvement de deux installations de stockage souterrain et la mise en service de nouvelles unités flottantes de stockage et de regazéification. Par ailleurs, pour diversifier le mix énergétique, le système de tarif garantie pour les énergies renouvelables a été prolongé jusqu'au 30 juin 2021 et les incitations gouvernementales destinées à l'acquisition d'équipements d'énergies renouvelables étendues jusqu'au 31 décembre 2030.

Le programme de la Présidence pour l'année 2021 s'inscrit dans la continuité des objectifs des précédents

programmes, notamment en matière d'efficacité et de transparence des décisions publiques. Il paraît néanmoins ambitieux : en une année, la Présidence vise à mettre en œuvre des réformes que deux NEP (Nouveau programme économique) successifs ne sont pas parvenus à accomplir. Par ailleurs, les récents changements de personnes dans le « management économique » de la Turquie suffiront-ils à impulser les réformes dont les espoirs de mise en œuvre ont jusqu'à présent été déçus ?

Le Fonds souverain turc (TVF), un outil au service des objectifs de l'Exécutif

Créé en août 2016, le Fonds Souverain Turc (« Türkiye Varlık Fonu », « TVF ») est une entité regroupant les principales sociétés industrielles et financières (23) du secteur public turc. 35% des actifs du fonds se situent dans le secteur financier (Ziraat Bank, Halk Bank, Vakıbank, Borsa İstanbul, etc.), 36% dans celui des mines et de l'énergie (TPAO, BOTAS, etc.), 17% dans les transports (dont Turkish Airlines), 8% dans les jeux (la loterie nationale et les courses hippiques).

Une priorité donnée à l'accompagnement de la stratégie des autorités

Les investissements du TVF, qui atteignent 6,3 Mds USD en 2020, ont ainsi récemment privilégié plusieurs axes :

- La création d'un acteur majeur de l'assurance. En août 2020, les trois sociétés publiques d'assurance vie turques (Halk, Ziraat et Vakıf) et de non-vie (Halk, Ziraat et Güneş) ont été fusionnées sous une seule entité, « Türkiye Sigorta ».
- Le renforcement des bilans des banques publiques qui accompagnent les mesures de soutien du gouvernement pour lutter contre la crise économique et sanitaire. TVF a ainsi mobilisé 2,3 Mds EUR pour recapitaliser les trois banques publiques (Ziraat, Halk et Vakıf), mises à contribution pour soutenir l'activité économique en favorisant la distribution de crédits à taux préférentiels.
- Une mobilisation sur un ensemble de projets en appui aux politiques publiques : les secteurs de l'énergie (ambition de participer à un projet de raffinerie visant à réduire le déficit commercial du pays) et de la logistique (soutien au « Master Plan logistique », préparé par le ministère du Transport et de l'Infrastructure, visant à faire de la Turquie un centre logistique pour la région) sont particulièrement ciblés. Par ailleurs, le TVF a renforcé sa participation dans

des actifs dans des domaines considérés comme stratégiques à l'instar du rachat de la majorité des parts de Turkcell (télécommunications).

Des difficultés à lever des fonds qui limitent ses capacités d'investissements

Le TVF ambitionne d'apporter 10 Mds USD en financement de projets au cours des prochaines années, dont 2-3 Mds USD proviendraient de fonds propres et 4-5 Mds USD de l'endettement. Le fonds a contracté un prêt syndiqué d'un montant d'1 Md USD en février 2019 auprès de banques internationales. Le prêt arrivant à échéance en mars 2021, le fonds prévoit de le renouveler. En revanche, TVF n'a pas encore réussi à émettre des Eurobonds sur le marché. TVF, qui n'a pas publié de rapport interne d'activité depuis 2018, est noté « BB- » assortie d'une perspective passée de « stable » à « négative » en septembre 2020 par l'agence de notation Fitch.

Par ailleurs, l'ambition de TVF d'attirer d'autres fonds souverains (QIA, TEMASEK, RDIF) dans les projets stratégiques turcs n'a pas abouti à ce stade. Seule une coopération a été signée avec la compagnie d'assurance chinoise Sinosure, laquelle s'engage à « recommander » à des entreprises chinoises d'investir dans des projets stratégiques de TVF (TVF envisage d'ouvrir sa première représentation en Chine dans un an).

Haut-Karabakh : enjeux économiques de la reconstruction

La reconstruction des territoires reconquis à l'issue de la guerre est un chantier prioritaire pour le gouvernement azerbaïdjanais. Inédit par son ampleur et les ressources qu'il mobilisera, il devrait présenter de nombreuses opportunités de marché compte tenu des besoins. L'offre française, bien que connue et présente de longue date dans le pays, devra affronter une concurrence étrangère fournie.

Un chantier hors norme par sa taille, sa durée et les ressources qu'il mobilisera

Un chantier de grande ampleur...

L'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre par le président Aliyev, le premier ministre Pachinian et le président Poutine entérine le retour sous souveraineté azerbaïdjanaise d'environ 20% du Haut-Karabakh et, depuis le 1^{er} décembre, de l'intégralité des 7 districts qui étaient occupés par l'armée arménienne, en sus du

Haut-Karabakh, et qui constituaient un glacis sécuritaire autour de celui-ci.

Les autorités souhaitent rapidement engager la reconstruction pour permettre aux déplacés internes (environ 700 000 personnes), ou au moins une partie d'entre eux, de pouvoir regagner les villages qu'ils habitaient avant l'occupation. Pour l'Azerbaïdjan, ce chantier sera conséquent compte tenu **i)** de l'étendue de ces zones (8800 km² pour les 7 districts, soit 2 fois le Haut-Karabakh) ; **ii)** de l'abandon dans lequel ces districts, qui avaient subi de lourds dégâts dans les années 90, ont été laissés pendant 27 ans (les localités d'Agdam, Fizuli, Djebail où vivaient plusieurs dizaines de milliers de personnes avant l'occupation sont aujourd'hui des villes fantômes) ; et **iii)** de la nécessité de déminer au préalable ces territoires. Ce chantier, très important (80% des zones reprises seraient minées) a déjà commencé avec l'appui des Russes.

Il s'agit d'un effort qui devrait donc durer des années et dont le coût est en cours de chiffrage. De premières estimations font état d'investissements allant jusqu'à 15 Mds USD (1/3 du PIB), pour lesquels les financements ne sont pas encore clairement identifiés. Le fonds souverain SOFAZ, alimenté par les recettes d'exportations d'hydrocarbures et fort de 43 Mds USD d'actifs, pourrait contribuer à ce grand chantier national. Le budget de l'Etat pour 2021, adopté par le Parlement fin décembre, prévoit 2,2 Mds AZN (1,1 Md EUR) de dépenses pour les travaux de reconstruction.

...sur lequel le gouvernement souhaite aller vite

Les autorités élaborent un plan de reconstruction comprenant plusieurs volets : rétablissement des infrastructures, déploiement des services de l'Etat, aides financières aux déplacés internes qui souhaitent revenir sur leurs terres, retour d'une vie économique reposant sur les avantages comparatifs de ces territoires (agriculture, surtout au sud, et secteur minier).

Les attentes de la population étant fortes, le gouvernement réalise des travaux d'urgence pour remettre les réseaux en service (l'eau courante est revenue à Choucha il y a une semaine) et a annoncé de grands chantiers dans le secteur des routes (construction d'une autoroute entre Ahmadbayli et Choucha, 100 km) et ferroviaire (reconstruction du tronçon Barda-Agdam, 45 km). Il évoque aussi l'ouverture du corridor de transport vers l'exclave du Nakhitchevan via le territoire arménien, prévu par l'accord tripartite, selon des modalités qui restent à définir avec l'Arménie. Pour le volet ferroviaire, il

pourrait s'agir de réhabiliter la ligne qui existe déjà, datant de l'époque soviétique, et qui longe le fleuve Araxe formant la frontière avec l'Iran.

L'offre française est très concurrentée

L'offre française peut répondre aux besoins liés à la reconstruction...

Des opportunités se présentent aux entreprises françaises, en particulier celles présentes de longue date en Azerbaïdjan. Les projets de construction (routes, logements), ferroviaires, d'ingénierie des réseaux, de fourniture de systèmes temporaires d'eau mobile ainsi que d'équipements (sous-stations) électriques pourraient intéresser les entreprises françaises, dont les solutions sont bien identifiées par les entreprises publiques azerbaïdjanaises.

...mais plusieurs pays étrangers font montre d'un fort activisme pour tirer profit des chantiers à venir et renforcer leur présence économique

La Turquie, qui a apporté un soutien politique et militaire inconditionnel à l'Azerbaïdjan, a annoncé la construction d'une voie ferrée vers le Nakhitchevan. Lorsque le corridor ferroviaire entre l'exclave et l'Azerbaïdjan aura été rétabli, Ankara disposera d'une voie alternative à la ligne Bakou-Tbilissi-Kars qui présente l'inconvénient de franchir des cols et plateaux d'altitude et est pour l'instant relativement peu adaptée au transport lourd. Le groupe Kolin, qui entretient de bonnes relations avec ADY, pourrait se positionner sur des projets ferroviaires. Enfin, la compagnie des eaux d'Istanbul ISKI est un concurrent sérieux des solutions françaises dans le domaine de l'eau en Azerbaïdjan.

L'Italie, 1^{er} partenaire commercial de l'Azerbaïdjan grâce à ses importations massives de pétrole (5,6 Mds USD en 2019) et des exportations dynamiques (364 M USD en 2019, +8,5% par rapport à 2018), renforce ses positions dans le secteur des infrastructures. Le groupe de BTP Todini, très actif en Géorgie et connu en Azerbaïdjan pour avoir construit l'autoroute reliant le port d'Alat à Astara, à la frontière iranienne, a annoncé la réouverture de sa filiale à Bakou.

Le Royaume-Uni est en passe de se renforcer dans le secteur minier. La société Anglo Asian Mining, qui exploite déjà plusieurs gisements aurifères en Azerbaïdjan (92 M USD de CA en 2019) a annoncé son intention de développer des sites miniers dans les districts de Zangilan et Kelbajar.

Côté allemand, la société CPS Construction se positionne également sur les chantiers de construction

routiers, ayant déjà participé à la construction d'un tronçon de 130 km entre Bakou et Gazakh à la frontière géorgienne.

Enfin, les entreprises israéliennes pourraient opposer une concurrence sérieuse aux nôtres dans les secteurs de l'ingénierie des réseaux et de l'eau.

Présentation de l'Azerbaijan Investment Holding (AIH), chargé d'améliorer la gestion des entreprises publiques azerbaïdjanaises

Le Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Ilham ALIYEV, a créé par un décret du 7 août 2020 l'Azerbaijan Investment Holding (AIH), officiellement chargé d'améliorer la gestion des entreprises publiques azerbaïdjanaises pour le compte de l'Etat. L'AIH a notamment pour ambition d'améliorer la transparence et l'efficacité des programmes d'investissement des entreprises publiques, d'accroître leur compétitivité et de les préparer à une privatisation partielle ou totale.

Fonctionnement et gouvernance de l'AIH

La structure organisationnelle de l'AIH consiste en un Conseil de surveillance (Supervisory Board) qui suit et audite un Conseil d'administration (Management Board), chargé des affaires courantes de l'AIH. Ces deux conseils sont chacun composés de cinq membres nommés par le Président, se rassemblent au moins une fois par mois et décident à la majorité simple sans possibilité d'abstention.

On retrouve au Conseil de surveillance de hauts cadres de l'administration azerbaïdjanaise : MM. Shahmar MOVSUMOV et Natig AMIROV (Conseillers économiques à l'administration présidentielle), le Ministre de l'Economie M. Mikail JABBAROV et le Ministre des Finances M. Samir SHARIFOV. Ce Conseil est présidé par le Premier ministre, M. Ali ASADOV.

Le Conseil d'Administration, présidé par M. Metin EYNULAYEV (Chef adjoint du service national des affaires immobilières du Ministère de l'Economie), se compose de MM. Rovshan NADJAF (vice-Ministre de l'Economie), Azer MURSAGULOV (Directeur adjoint de l'Agence de gestion de la dette publique du Ministère des Finances) et Ruslan ALIKHANOV (Boston Consulting Group), seule personnalité non issue du gouvernement azerbaïdjanais. M. ALIKHANOV est par ailleurs directeur exécutif de l'AIH.

Fin septembre 2020, le ministre de l'Economie Mikail JABBAROV a proposé d'associer au travail de l'AIH la Banque asiatique de développement, qui avait proposé plusieurs pistes d'amélioration de la gestion des entreprises publiques azerbaïdjanaises dans deux rapports publiés en juillet et en août 2020.

Un site internet sera prochainement créé, sur lequel l'AIH publiera régulièrement des informations sur ses activités.

Doté d'un budget opérationnel de 10 M AZN (5 M EUR) pour ses trois premières années d'activité, l'AIH sera ensuite financé par une contribution des entreprises sous sa tutelle à hauteur de 20% de leur bénéfice net annuel.

Liste des grandes entreprises publiques placées sous la tutelle de l'AIH

Le Président ALIYEV a placé, par un décret du 5 novembre 2020, 21 grandes entreprises azerbaïdjanaises aujourd'hui contrôlées par l'État sous l'autorité de l'AIH.

Dans le secteur de l'énergie, la société nationale pétrolière SOCAR (pétrole et gaz) passe ainsi sous la tutelle de l'AIH.

Dans le secteur des transports, sont rassemblées sous l'AIH la compagnie ferroviaire nationale Azerbaijan Railways (ADY), la compagnie aérienne Azerbaijan Airlines (AZAL), l'agence spatiale Azercosmos, la société de fret maritime Azerbaijan Caspian Shipping, le port international de commerce de Bakou ainsi que le Métro de Bakou.

Dans le secteur des services publics, on retrouve sous l'AIH les opérateurs publics Azersu (eau et assainissement), Azerenergy (génération d'électricité), Azerishig (distribution d'électricité), Azeristiliktechizat (chauffage), Temiz Sheher (déchets urbains) ainsi que la Société d'amélioration des ressources en eau du Ministère de l'Economie (irrigation).

Dans le secteur bancaire et assurance, sont placées sous l'AIH trois structures à capitaux majoritairement publics, à savoir la Banque internationale d'Azerbaïdjan (IBA), la banque Azer-Turk ainsi que la Compagnie d'Assurance de l'État azerbaïdjanais.

Dans le secteur des télécommunications, l'AIH supervisera les opérateurs publics Aztelecom, AzIntelecom et Baku Telephone Communications.

Enfin, on retrouve également sous la tutelle de l'AIH la société minière AzerGold ainsi que l'opérateur postal national Azerpost.

STRATEGIES SECTORIELLES

Le marché pharmaceutique turc

Avec une population de 83 millions d'habitants et un système de couverture maladie correctement structuré, la Turquie est le 17^{ème} marché pharmaceutique mondial et le 6^{ème} marché européen. Malgré un effet de volume conséquent, les entreprises doivent prendre en compte un mécanisme de prix contraignant, des procédures d'accès au marché complexes et une politique d'incitation à la localisation de leur production.

Un marché conséquent mais dépendant des innovations étrangères

Poussé par son marché intérieur important, le secteur pharmaceutique turc s'est établi à 40,7 Mds TRY en 2019 (+31%), avec un volume de 2,37 milliards de boîtes (+3%). La croissance du marché en valeur s'explique principalement par les ajustements de taux de change (24 points de croissance), les gammes de produits (5 points) et l'entrée de nouveaux médicaments (1,5 point).

Les médicaments princeps représentent la quasi intégralité des importations (97% en valeur, 92% en volume) et la majorité des ventes en valeur (66% soit 27 Mds TRY en 2019) mais seulement 39% du volume (920 millions de boîtes). Le reste est fourni par le biais de génériques, produits localement (64% de la production en valeur, 70% en volume), dont les ventes ont progressé en 2019 par rapport à 2018, principalement en volume mais aussi légèrement en valeur (passage de 59% à 62% en 2019 et de 32 à 34% respectivement).

En effet, l'accès à l'innovation est encore limité. Ainsi, sur les trois premiers trimestres de 2020, seuls 225 nouveaux produits (contre 327 en g.a.), ont fait leur apparition sur le marché turc. En outre, sur les 343 produits biotechnologiques disponibles dans le pays, seuls 29 sont produits en Turquie. Enfin, le nombre d'essais cliniques effectués en Turquie reste encore restreint (5 470 essais, 21^{ème} rang mondial) et le nombre annuel de brevets diminue (269 en 2013, contre 126 en 2018).

Ayant un besoin en intrants et en innovations, la Turquie affiche une balance commerciale pharmaceutique structurellement déficitaire (4,1 Mds USD sur un volume d'échanges pharmaceutiques d'environ 7 Mds USD en 2019). La situation s'améliore

néanmoins peu à peu grâce à une hausse continue des exportations (1,4 Md USD ; +8% en 2019), qui ont franchi le seuil d'1 Md USD pour la première fois en 2017, avec la Corée du Sud en première destination (396 M USD), suivie de l'Irak (69 M USD) et de Chypre (36 M USD). Les dépenses en R&D ont également augmenté, passant de 311 M TRY en moyenne entre 2010-2018 à 583 M TRY en 2019.

Des limites liées à la localisation, aux prix et à l'accès au marché

Afin de réduire son déficit commercial et de développer son industrie pharmaceutique nationale, le gouvernement turc a mis en place depuis 2015 une série de mesures pour favoriser la production locale de médicaments (le déremboursement de certains médicaments avec une alternative locale ou générique) et encourager le transfert de technologies (un remboursement plus élevé de médicaments de forte valeur ajoutée fabriqués en Turquie et une exonération d'impôts pour la R&D réalisée en Turquie), réduire les dépenses de santé via des prix bas. Cette stratégie a permis d'augmenter la part des médicaments produits localement, passant de 43% à 52% entre 2010 et 2019. Pour la première fois l'an dernier, leur part est ainsi passée devant celle des produits importés en valeur, alors qu'il s'agit principalement de génériques. Cependant, l'UE, considérant les mesures de localisation comme contraires aux engagements de la Turquie auprès de l'OMC, a demandé à l'été 2019 l'établissement d'un panel, qui remettra son rapport au deuxième trimestre 2021.

Les autorités turques ont cherché à maintenir un faible prix de vente. Celui-ci se fonde sur **i)** un prix de référence correspondant au prix le plus bas d'un panier de 5 pays (France, Espagne, Italie, Portugal et Grèce), en plus du pays de fabrication et du pays d'importation **ii)** l'existence ou non d'un générique sur le marché avec une baisse de 40% du prix de référence dans le cas d'un générique existant **iii)** une « remise obligatoire » de 41% pour les médicaments sans génériques et de 28% pour les autres **iv)** un taux de change fixe EUR/TRY défini annuellement (3,81 EUR/TL fixé en février 2020). Par ailleurs, en février 2019, les autorités turques ont décidé de prendre 60% de la moyenne de taux de change d'EUR de l'année précédente, contre 70% précédemment. Le décalage entre le taux effectif et le taux administré devient plus important lorsque la monnaie locale se déprécie, comme en 2018 ou encore aujourd'hui.

Parallèlement, d'autres mesures de l'Agence turque des médicaments et des dispositifs médicaux (TITCK) vont dans ce sens. Depuis le 1^{er} mars 2010, les autorités turques ne reconnaissent plus les certificats GMP (Good Manufacturing Practice) émis par les pays de l'UE. Chaque site de production souhaitant exporter des médicaments vers la Turquie doit désormais faire l'objet au préalable d'un audit des autorités turques.

Une présence importante des entreprises étrangères, dont françaises

Le marché turc est de plus en plus international et concurrentiel. Près de 500 sociétés pharmaceutiques opèrent en Turquie, dont 130 étrangères, représentant 66% des parts de marché. Le secteur compte également 70 fabricants, dont une quinzaine d'investisseurs étrangers (Pfizer, Roche, Sanofi etc.), 11 producteurs d'intrants (dont 3 multinationales) et 34 centres de R&D. Le fabricant turc Abdi İbrahim a réalisé le plus important chiffre d'affaires en 2018 (1,97 Md TRY), devant Novartis (1,55 Md TRY) et Pfizer (1,27 Md TRY).

Les laboratoires français sont également présents. Sanofi dispose de sa propre usine depuis le rachat des activités génériques du groupe turc Eczacıbaşı via sa filiale Zentiva en 2007. Ce site détient la plus grande capacité de production de solutions pharmaceutiques de Turquie (445 millions de boîtes) et fait partie des trois premiers sites de fabrication de Sanofi dans le monde. L'entreprise est également le 4^{ème} acteur du marché local en volume sur 2018 avec 107 millions de boîtes vendues et le 6^{ème} en valeur (547 M EUR). Quant aux laboratoires Servier et Pierre Fabre, ils sous-traitent une partie de leur production auprès d'acteurs locaux.

En plus de cette importante production locale, le secteur pharmaceutique est traditionnellement l'un des principaux postes d'exportation de la France vers la Turquie. Après une chute de 17% en g.a. en 2018, le poste « produits pharmaceutiques » a connu une reprise de 15% en g.a. (384 M EUR) en 2019. Au cours des neufs premiers de 2020, la tendance est néanmoins à la baisse (-14% en g.a.) pour s'établir à 241 M EUR.

Les laboratoires, assujettis à un contexte complexe de localisation et de bas prix, doivent faire face à la pandémie, qui rend la demande plus instable (+42% pour les vitamines en g.a, contre -7% au total) et l'utilisation des capacités de production moins élevée (69,4% en novembre 2020, contre 73,8% il y a un an).

La crise du lait en Turquie : conséquences potentielles pour l'ensemble du secteur de l'élevage.

Principaux déterminants du prix du lait

Le marché du lait est un secteur spécifique en Turquie comme dans la plupart des pays producteurs. En premier lieu, car il concerne un produit périssable, qu'il faut donc traiter immédiatement. Le lait est produit tout au long de l'année et n'est donc pas un produit stockable. D'ailleurs, il existe une expression en turc qui résume bien la question : « l'enterrement peut attendre mais le lait n'attend pas ». En deuxième lieu, car il existe des monopsones (cas où il y a un seul acheteur - contrairement au monopole où il y a un seul vendeur), c'est-à-dire quelques entreprises laitières qui s'approvisionnent en lait cru auprès de centaines de milliers de producteurs. Le poids des parties respectives dans les contrats commerciaux d'approvisionnement en lait est donc souvent déséquilibré. L'État intervient alors dans les négociations de prix du lait entre les producteurs et les industriels en tant qu'arbitre par le biais du Conseil national du Lait, créé officiellement par le règlement du 8 juin 2013. La composition des membres du conseil d'administration est vivement critiquée ces derniers temps car les producteurs laitiers y sont très peu représentés. Ce conseil donne un prix indicatif qui est souvent suivi par le secteur. L'État a un pouvoir d'intervention par le biais d'une entreprise publique, l'Agence du Lait et de la Viande (l'office agricole du secteur du Lait et de la Viande - ESK en turc) qui stocke et commercialise de la poudre de lait.

Le comité de suivi et d'évaluation des marchés des produits alimentaires et agricoles (dit Comité agricole), dont la mission est la surveillance de l'inflation des produits alimentaires, a été créé le 9 décembre 2014. Ce comité se réunit avec la présence de trois ministres (Agriculture, Commerce et Trésor). Son secrétariat a été repris par la Banque centrale de Turquie depuis le 27 décembre 2016. Le comité a pour mission la surveillance de l'inflation des produits alimentaires pour éviter que la volatilité des prix des denrées alimentaires non transformées n'aggrave les perspectives d'inflation. Le Comité a introduit un ensemble de mesures. Celles-ci peuvent être classées comme des mesures conjoncturelles et des mesures structurelles.

Hausse insuffisante du prix du lait cru

Compte tenu des pressions politiques à l'encontre de l'inflation des produits alimentaires, le conseil national du lait n'avait pas pu changer le prix de référence du lait depuis le 15 novembre 2019. Cela a vivement été critiqué par les producteurs laitiers depuis la fin de l'été, notamment à la suite de la hausse progressive des prix des intrants dans la production du lait. A titre d'exemple, le Président de l'Union Centrale des Bovins reproducteurs (TDSYMB) a d'ailleurs démissionné du conseil d'administration du conseil du lait face à son inertie, en début d'octobre.

Suite à l'impulsion du comité agricole, le 11 décembre, le conseil national du lait a changé le prix de référence du lait cru qui sera désormais de 2,80 TRY/litre entre le 1^{er} janvier et 30 avril 2021, soit une hausse de 21,7%. Ce dernier était 2,30 TRY/litre depuis 1 an. A noter qu'il y a également une prime directe à la production qui est passée de 0,40 TRY/litre à 0,30 TRY/litre et que cette aide directe est souvent payée a posteriori. En conclusion, le prix de lait cru sera de 0,32 €/litre en Turquie à partir du début de 2021 (en prenant référence 1 EUR= 9,5 TRY). Celui-ci est plus bas que la moyenne européenne (0,35 €). Il pourrait être encore plus bas compte tenu de la dépréciation continue de la lire turque et de la hausse progressive des prix de l'alimentation animale.

Hausse des prix de l'alimentation animale

Près de 70% du coût de la production du lait provient de l'alimentation animale. Selon le comité national du lait, le coût de production moyen du lait, qui était 1,78 TRY/litre en décembre 2019, s'est élevé à 2,53 TRY/litre en novembre 2020. En d'autres termes, selon les mêmes données du conseil, le prix de l'alimentation animale a connu une hausse près de 60% entre novembre 2019 et décembre 2020. Cette hausse provient de la hausse des prix de matières premières importées pour l'alimentation animale.

A titre d'exemple, l'Association des éleveurs de lait, de viande et de bétail (TUSEDAD) souhaitait avoir un prix de référence du lait de 3,66 TRY/litre compte tenu de la marge entre les prix de l'alimentation animale et du lait. Cette marge est appelée « parité entre le lait cru et l'alimentation animale ». Elle était 1,47 en novembre 2019, elle sera 1,12 au début de 2021 avec les prix actuels.

Les décideurs politiques, qui se trouvent pris entre leur volonté de limiter l'inflation des produits alimentaires et d'assurer un niveau de vie décent des éleveurs, ont

actuellement tendance à arbitrer en faveur des consommateurs. Mais cette position pourrait avoir des répercussions à moyen et à long terme.

Les effets à moyen terme du prix du lait

Les effets sur la viande rouge

Les éleveurs qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins, envoient naturellement leurs vaches aux abattoirs. La décapitalisation du cheptel laitier du fait d'une rentabilité insuffisante engendrera à court terme une baisse de prix de la viande rouge. Mais en raison de la baisse progressive du nombre de brouards, à moyen terme, il y aura la nécessité de recourir à nouveau aux importations pour reconstituer le cheptel.

Cette analyse est confirmée par la révision en hausse des prix d'achat de l'ESK. A partir du 14 décembre, le prix d'achat des carcasses de viande bovine importées et d'origine locale de l'ESK s'élèvent respectivement à 35 TRY/kg (soit 3,6 EUR/kg) et 36 TRY/kg (soit 3,7 EUR/kg), soit une hausse de +5,5%. Selon le bulletin du 10 décembre 2020 du Conseil National de la viande rouge, les prix de carcasses de viande bovins (35,26 TRY/kg) sont en baisse de -1,2% par rapport au mois dernier et en hausse de +12,3% par rapport à l'an dernier.

Les opérateurs de bovins et de viande, notamment l'Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes (INTERBEV) et la Fédération Nationale Bovine (FNB), qui recherchent des marchés pour les brouards français, pourront avoir un intérêt à suivre les évolutions du marché en Turquie.

Les effets sur le lait

En raison de la pandémie, la grande majorité des hôtels, restaurants et cafés sont restés fermés en 2020. Cette baisse de la fréquentation a affecté la consommation totale du pays. Avec l'espoir d'un retour à une activité normale en 2021, les besoins du secteur HORECA en lait de produits laitiers devrait augmenter. Cependant, les éleveurs ne pourront pas répondre aux besoins de l'industrie suite à la décapitalisation actuelle du cheptel. Il est alors fort probable que l'ESK importe de la poudre de lait, et que l'industrie importe des produits laitiers (fromages et autres), notamment dans le cadre des accords commerciaux.

La hausse insuffisante du prix de référence du lait aura donc des incidences sur l'ensemble de la filière bovine. Elle pourrait toutefois présenter des opportunités pour les opérateurs français.

Le secteur de l'électricité en Géorgie

Un potentiel important mais insuffisamment développé

Le secteur de l'électricité en Géorgie connaît depuis plusieurs années un redressement dynamique, après être avoir frôlé l'effondrement dans les années 90. Grâce à des privatisations massives et des réformes jugées efficaces à partir de 2003, l'accès à l'électricité est désormais universel et l'approvisionnement assuré en permanence.

Pour autant, le pays reste caractérisé par une forte dépendance énergétique. Les importations d'hydrocarbures représentaient par exemple 1 240 M USD en 2019 (soit 7% du PIB). Dans le même temps, malgré un potentiel important, la Géorgie ne parvient toujours pas à assurer son autosuffisance en électricité, la hausse de la consommation ces dernières années n'ayant pas été accompagnée d'une progression équivalente de la production. Malgré les ambitions affichées par le gouvernement dans le secteur électrique, la facture des importations s'est ainsi élevée à 78M USD en 2019 alors que les exportations ont reculé à 7,8M USD.

Un maintien des investissements malgré la crise

Les bailleurs continuent cependant d'accompagner le pays dans le renforcement de son secteur énergétique, qui ne peut passer que par l'électricité en l'absence de ressources en hydrocarbures propres. Déjà fortement actifs avant la crise sanitaire, les agences de développement ont renforcé leurs activités en 2020. L'AFD avait ainsi dès 2018 cosigné avec la KfW un prêt de politique publique visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique alors que la BERD accordait en 2019 une facilité de 62M USD pour améliorer le transport d'électricité. Les enjeux pour la Géorgie aujourd'hui sont en effet doubles : il s'agit d'une part de soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la distribution et la consommation tout en renforçant la capacité de production et d'exportation. Cette dernière ambition passera nécessairement par des investissements dans les infrastructures.

Soutenir les énergies vertes et identifier de nouveaux débouchés

L'opérateur de transport national, Georgian State Electrosystem, privilégie désormais une stratégie d'exportation pour le moyen terme, le pays envisageant une autosuffisance structurelle dès 2021. Le programme 2020-2030 prévoit ainsi de doubler les capacités de transport vers l'Arménie (construction prévue d'une ligne de 500kv), la Turquie (construction d'une ligne de 220KV et d'une de 400kv), l'Azerbaïdjan (une ligne de 500KV) et la Russie (une ligne de 500KV).

La Géorgie se rêve ainsi en champion régional de l'énergie verte, grâce à un réseau relativement bien structuré de barrages électriques, et un potentiel encore inexploité avec environ 300 rivières qui permettraient la construction de nouveaux barrages. En 2018, l'énergie hydraulique représentait ainsi 76,9% de la production nationale. L'enjeu de l'électricité verte est d'autant plus prioritaire que le pays est dépendant des importations pour ses autres besoins énergétiques (gaz, charbon et hydrocarbures).

La Géorgie connaît par ailleurs une sous-utilisation ponctuelle de ses capacités de production électrique en raison d'une inadéquation horaire entre la production et la consommation. Celle-ci est estimée à 100MW mais devrait s'accroître dans les années à venir avec la hausse des capacités de production. Dans ce contexte, les autorités géorgiennes envisagent de se tourner vers la production d'hydrogène vert. Si à ce stade les débouchés nationaux semblent limités à une utilisation industrielle relativement marginale, l'hydrogène pourrait présenter des perspectives d'exportation sur les marchés européens et du Golfe alors que ces pays connaissent un intérêt croissant pour cette source d'énergie. Cette perspective intéresse d'autant plus le gouvernement qu'elle contribuerait à redresser une dette extérieure importante et qui progresse significativement depuis la crise sanitaire et la mise à l'arrêt du secteur touristique.

Le développement de l'hydrogène n'en est encore qu'au stade des études de faisabilité mais suscite un intérêt croissant du gouvernement géorgien, des bailleurs et des investisseurs. La BERD a ainsi prévu le financement d'une étude sur les opportunités du secteur en Géorgie, qui pourrait constituer la première étape d'une mise en production expérimentale.

La situation actuelle en demi-teinte du secteur de l'électricité en Géorgie ne doit donc pas obérer un potentiel qui demeure important, la situation de

dépendance aux exportations pourrait ainsi rapidement évoluer, et le pays devenir un acteur régional de premier plan dans la production d'énergie verte.

ORGANIGRAMMES DU SER D'ANKARA & DES SE DE BAKOU ET DE TBILISSI

Monsieur Daniel GALLISSAIRES Chef du SER d'Ankara - Turquie Téléphone : +90.312.405.49.18 Courriel : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Thierry BOREL Adjoint au Chef du SER d'Ankara - Conseiller financier Téléphone : +90.312.405.49.23 Courriel : thierry.borel@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Hedi GHILAS Attaché économique Téléphone : +90.212.982.02.85 Courriel : hedi.ghilas@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Ahmet M. AYDOGDU Attaché financier Téléphone : +90.312.405.49.22 Courriel : ahmet.aydogdu@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Nicolas BIC Attaché économique Téléphone : +90.312.405.49.20 Courriel : nicolas.bic@dgtresor.gouv.fr

Madame Elodie LAUGIER Déléguée du chef de service économique régional à Istanbul Téléphone : +90.212.982.02.81 Courriel : elodie.laugier@dgtresor.gouv.fr
Madame Burcu DEMIRDAG Attachée énergies & affaires industrielles Téléphone : +90.212.982.02.99 Courriel : burcu.demirdag@dgtresor.gouv.fr

Monsieur François VIEL Conseiller pour les affaires agricoles Téléphone : +90.312.405.49.27 Courriel : francois.viel@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Bozkurt OZSEREZLI Attaché agricole Téléphone : +90.312.405.49.25 Courriel : bozkurt.ozserezli@dgtresor.gouv.fr

Monsieur Maxime JEBALI Conseiller en développement durable Téléphone : +90.312.405.49.30 Courriel : maxime.jebali@dgtresor.gouv.fr
Monsieur Berat DURMUS Attaché développement durable Téléphone : +90.312.405.49.29 Courriel : berat.durmus@dgtresor.gouv.fr

SE de Bakou

Monsieur Louis TOULORGE Chef du Service économique - Azerbaïdjan & Turkménistan Téléphone : +994.12.490.81.33 Courriel : louis.toulorge@dgtresor.gouv.fr	
Monsieur Shahin HUSEYNLI Attaché agricole et développement durable Téléphone : +994.12.490.81.30 Courriel : shahin.huseynli@dgtresor.gouv.fr	Monsieur Théophile PASTRE Attaché économique Téléphone : +994.12.490.81.32 Courriel : theophile.pastre@dgtresor.gouv.fr

SE de Tbilissi

Monsieur François-Henri CLOAREC Chef du Service économique - Géorgie Téléphone : +995.322.721.402 Courriel : francois-henri.cloarec@dgtresor.gouv.fr
--

CADRE & DONNEES SUR LA TURQUIE



Données générales :

Superficie : 779 452 km²

Population : 82 377 000 (2019)

Régime politique : Régime présidentiel

Parti au pouvoir : AKP

Président de la République : M. Recep Tayyip Erdoğan

Vice-président de la République: M. Fuat Oktay

Président du Parlement : M. Mustafa Şentop

Ministre du Trésor et des Finances : M. Lütfi Elvan

Ministre du Commerce : Mme. Ruhsar Pekcan

Monnaie : livre turque (TRY)

Au 04/01/2021 :

1 USD = 7,3734 TRY

1 EUR = 9,0545 TRY




Taux d'inflation annuel : 11,9% (prévision FMI 2021)

Dette publique : 42,6% du PIB (T3 2020)

Importations : 210 Mds USD (2019)

Exportations : 181 Mds USD (2019)

CADRE & DONNEES SUR LA GEORGIE, L'AZERBAÏDJAN ET LE TURKMENISTAN

 <p>GÉORGIE</p>	<p>Superficie : 69 700 km² Population : 3 723 500 (2019) Régime politique : République unitaire Parti au pouvoir : Parti du Rêve Président de la République : Mme. Salomé Zourabichvili Premier ministre : M. Giorgi Gakharia Ministre des Finances : M. Ivane Machavariani Ministre de l'Economie : M. Natela Turnava Monnaie : Lari (GEL) Au 04/01/2021 : 1 USD = 3,2766 GEL 1 EUR = 4,0233 GEL Taux d'inflation annuel : 2,5% (prévision FMI pour 2021) Dettes publiques : 40,6% du PIB (2019) Solde commercial : -5,7 Mds USD (2019)</p>
 <p>AZERBAÏDJAN</p>	<p>Superficie : 86 600 km² Population : 9 981 500 (2019) Régime politique : République présidentielle Parti au pouvoir : Parti du Nouvel Azerbaïdjan Président de la République : M. Ilham Aliyev Premier ministre : M. Ali Asadov Ministre des Finances : M. Samir Sharifov Monnaie : Manat azerbaïdjanais (AZN) Au 04/01/2021 : 1 USD = 1,7000 AZN 1 EUR = 2,0890 AZN Taux d'inflation annuel : 3,1% (prévision du FMI pour 2021) Dettes publiques : 47,8% du PIB (prévision du FMI pour 2020) Solde commercial : +5,97 Mds USD (2019)</p>
 <p>TURKMENISTAN</p>	<p>Superficie : 491 210 km² Population : 5 850 908 (2018) Régime politique : Présidentiel Parti au pouvoir : Parti démocratique du Turkménistan Président de la République : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Président du cabinet des Ministres : M. Gurbangouli Berdimoukhamedov Ministre des Finances et de l'Economie : M. Eizigeldi Annamuhammedov Monnaie : Manat Turkmène (TMT) Au 04/01/2020 : 1 USD = 3,5000 TMT 1 EUR = 4,2987 TMT Taux d'inflation annuel : 8% (prévision du FMI pour 2020) Dettes publiques : 30,7% du PIB (prévision du FMI pour 2019) Solde commercial : +7,2 Mds USD (estimation du FMI pour 2019)</p>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à ankara@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E,
n°444, Kat.6, Kavaklidere
Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel Gallissaires.
Avec les contributions de : Nicolas Bic, Thierry Borel, Oscar Chassagnon, François-Henri Cloarec, Burcu Demirdag, Shahin Huseynli, Elodie Laugier, Bozkurt Ozserezli, Théophile Pastre, Alexandre Picque, Louis Toulorge, François Viel.
 Version du 4 janvier 2021.